

Brochure n° 3241

**Convention collective nationale**

IDCC : 1483. – **COMMERCE DE DÉTAIL DE L'HABILLEMENT  
ET DES ARTICLES TEXTILES**

---

AVENANT N° 16 DU 26 NOVEMBRE 2007  
À L'ANNEXE II RELATIVE AUX SALAIRES

NOR : ASET0850285M

IDCC : 1483

---

Entre :

La fédération nationale de l'habillement (FNH) ;

La chambre nationale des détaillants en lingerie (CNDL),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV-CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le barème des rémunérations minima garanties des employés et du personnel d'encadrement, objet de l'annexe II de la convention collective nationale du 25 novembre 1987, se trouve modifié de la façon suivante et sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

*I. – Rémunérations minima des employés  
sur la base de 151,67 heures mensuelles*

*(En euros.)*

CATÉGORIE	SALAIRE MINIMUM
1	1 310
2	1 320
3	1 330
4	1 350
5	1 390
6	1 420
7	1 470
8	1 530

*II. – Rémunérations minima du personnel  
d'encadrement sur la base de 151,67 heures mensuelles*

*(En euros.)*

CATÉGORIE	SALAIRE MINIMUM
A 1	1 660
A 2	1 760
B	2 060
C	2 775
D	3 075

*(En euros.)*

ANCIENNETÉ	B	C	D
3 ans	2 110	2 825	3 125
6 ans	2 125	2 840	3 140
9 ans	2 140	2 855	3 155
12 ans	2 155	2 870	3 170
15 ans	2 170	2 885	3 185

**Article 2**

Les primes d'ancienneté pour les employés et pour le personnel d'encadrement des catégories A 1 et A 2 demeurent en vigueur et leurs montants restent fixés par l'avenant n° 13 du 22 septembre 2000 (les montants fixés en francs doivent être convertis en euros).

### **Article 3**

L'entrée en vigueur du présent avenant est subordonnée à son extension. Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations représentatives et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, en application de l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 26 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)